

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

# Synthèse annuelle 2024

Une année sans relief

En 2024, l'activité économique du territoire est sans relief. L'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de 10 points par rapport à l'année dernière et bascule sous son niveau de long terme. Ce pessimisme reflète un volume d'affaires en net ralentissement : le chiffre d'affaires du secteur marchand progresse de 1 % (après +5 % en 2023), selon les chefs d'entreprise interrogés.

L'inflation passe sous le seuil de 2 %, mais en toute fin d'année. Le marché du travail continue à se replier : il crée moitié moins (2 400) d'emplois nets qu'en 2023 et sa progression dépend désormais significativement des créations d'emploi dans le secteur public. Les revenus du travail évoluent moins vite que les prix, limitant les gains de pouvoir d'achat. L'essoufflement de l'activité et les incertitudes qui l'accompagnent découragent l'investissement. Dans ce contexte, tous les secteurs ont des performances en retrait par rapport à 2024, y compris le secteur financier où les encours de crédits ralentissent.

2024 est une année de transition, caractérisée par une croissance faible. Un nouveau cycle devrait commencer en 2025, où le rôle d'amortisseur des dépenses publiques diminuerait sensiblement dans un contexte de consolidation budgétaire nationale, mais où pourraient *in fine* se matérialiser une reprise de la consommation privée et un redressement de l'investissement.

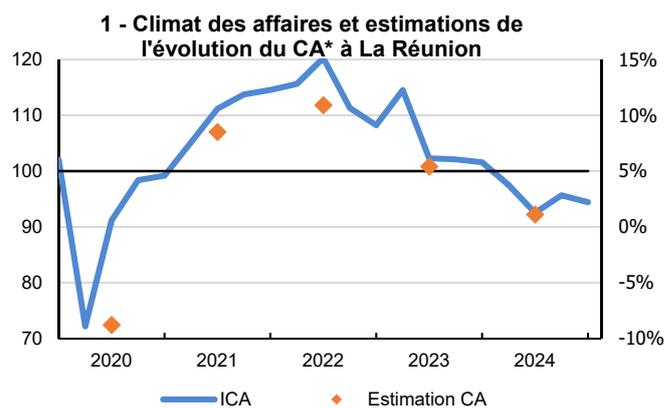
## 2024 : une année économique sans relief

### Le climat des affaires au plus bas depuis 2013 hors Covid

L'indicateur du climat des affaires (ICA), synthétisant l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, s'établit à 95 en moyenne sur l'année, soit une baisse de 10 points par rapport à 2023. Il s'agit de son niveau le plus bas depuis 2013, hors période Covid. Cela signifie que la croissance de l'activité dans le secteur marchand ralentit encore en 2024. Aucun trimestre ne se distingue véritablement, puisque l'ICA évolue sous son seuil de longue période (100) tout au long de l'année (*graphique 1*).

Cette morosité s'explique par un volume d'affaires peu dynamique. Le chiffre d'affaires (CA) du secteur marchand augmente de +1 % en valeur, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'enquête. C'est moins que l'année précédente, au cours de laquelle leur CA avait progressé de 5 %. Par ailleurs, ils jugent négativement l'évolution de leur activité depuis 6 trimestres consécutifs.

Les chefs d'entreprise restent pessimistes pour le début de l'année 2025. Ils n'anticipent pas de rebond de l'activité à court terme.

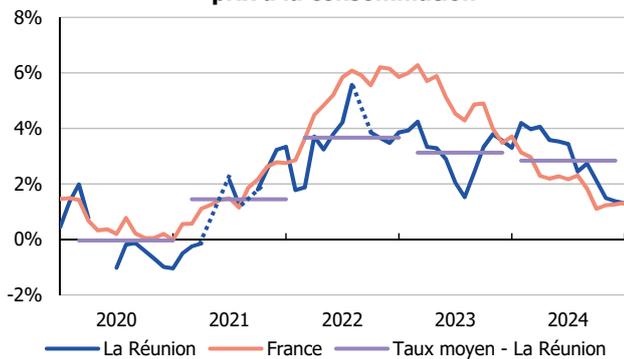


### L'inflation bascule sous les 2 % en fin d'année

L'inflation recule sous le seuil des 2 % en fin d'année pour atteindre +1,3 % en glissement annuel en décembre. Cette évolution positive s'inscrit dans le sillage du ralentissement de la croissance de l'activité sur le territoire et de la normalisation de la politique

monétaire dans l'Eurosystème à partir de juillet 2022. En moyenne annuelle, l'inflation reste néanmoins soutenue en 2024 et progresse de +2,8 %, après +3,1 % en 2023 (*graphique 2*), et contre +2,0 % en France entière.

## 2 - Évolution annuelle (ga) de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

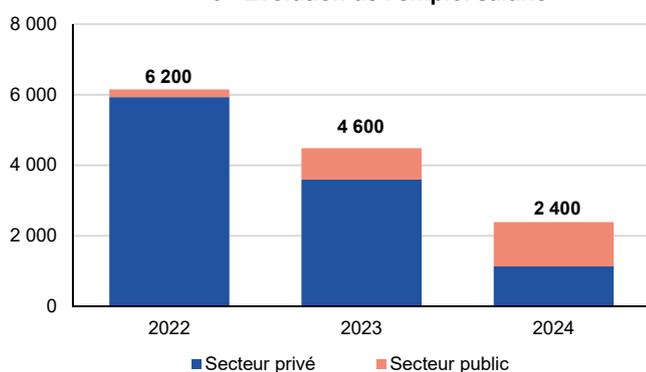
Ce niveau s'explique notamment par des prix des services dynamiques, contribuant pour moitié à l'indice général. Ils progressent ainsi de 3,1 % en moyenne sur un an, du fait du renchérissement des services de transports (+4,5 %) et des loyers et services associés (+5,9 %). Les importants dégâts causés au secteur agricole par le passage mi-janvier du cyclone Belal ont contribué à la hausse de 22,2 % en moyenne sur l'année des prix des fruits et légumes frais.

## Le marché du travail au ralenti

Le marché du travail crée 2 400 emplois nets en 2024 (*graphique 3*), soit environ moitié moins qu'en 2023 (+4 600 emplois nets). Plus de la moitié de ces créations nettes sont le fait du secteur public, où le nombre de salariés augmente de plus de 1,4 %. À l'inverse, les emplois nets créés par le secteur marchand sont divisés par 3 par rapport à 2023, et sont négatifs à partir du deuxième trimestre 2024.

Le nombre de demandeurs d'emploi à France Travail (catégories A, B et C) augmente sur un an de +0,8 % à fin décembre, reflétant le ralentissement du marché du travail. Le taux de chômage s'établit à 17,4 % en moyenne sur l'année (+19,0 % en 2023).

## 3 - Évolution de l'emploi salarié



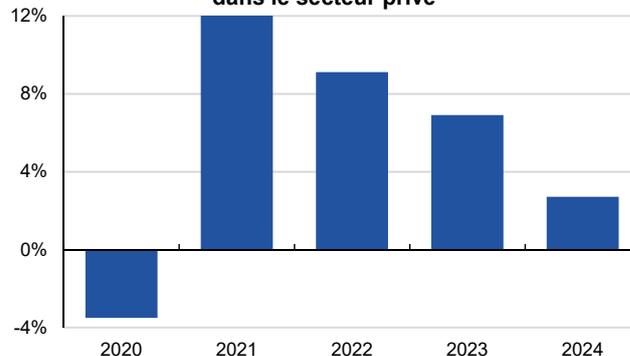
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

## La consommation continue de faiblir

Dans ce contexte, la consommation des ménages est restée molle. La dynamique des salaires a, comme les

créations d'emploi, significativement ralenti. Le salaire moyen par tête dans le secteur privé progresse de 2,1 % en 2024 (après +4,1 % en 2023), soit un rythme inférieur à l'inflation (+2,8 %) et synonyme de perte de pouvoir d'achat. La masse salariale du secteur privé s'accroît de 2,7 % en 2024, soit 2,5 fois moins qu'en 2023 (*graphique 4*). Les ménages réunionnais n'ont pas compensé le ralentissement de leurs revenus par un recours plus important au crédit. L'encours des crédits à la consommation décélère : +5,0 % sur un an à fin 2024 après +5,6 % à fin 2023.

## 4 - Évolution de la masse salariale dans le secteur privé



Source : Acoff, Urssaf

Le ralentissement de la consommation est ainsi particulièrement visible sur le marché de l'automobile. Les ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre d'immatriculations, se contractent de 10,1 % en 2024. Le marché de l'occasion s'inscrit également en retrait de 1,0 %.

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise du secteur du commerce répondant à l'enquête de conjoncture confirment l'affaiblissement de la consommation des ménages, en déclarant une baisse de leur activité pour le 5<sup>e</sup> trimestre consécutif.

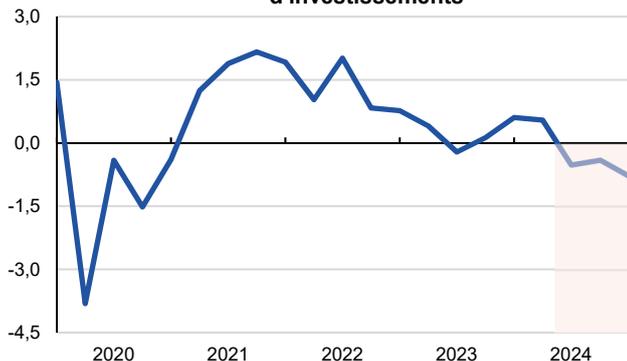
Si les importations de biens de consommation repartent à la hausse (+4,5 % pour les biens de consommation non durables et +2,6 % pour les biens durables), cette tendance fait suite à de fortes baisses en 2023 (respectivement -2,6 % et -9,4 %), qui s'expliquent en partie par des phénomènes de restockage.

Enfin, la vulnérabilité financière des ménages progresse fortement. Le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM augmente de 28,8 % sur un an pour atteindre 1 709 dossiers.

## L'incertitude décourage l'investissement

L'essoufflement de l'activité et les incertitudes économiques découragent l'investissement en 2024. Les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture jugent ainsi négativement leurs perspectives d'investissement sur la majeure partie de l'année (*graphique 5*). Ce pessimisme trouve sa traduction dans la baisse de 6,9 % des importations de biens d'investissement. Le renchérissement du coût du crédit agit également comme un frein à l'investissement. Le taux moyen des nouveaux crédits à l'équipement des entreprises passe de 3,87 % en moyenne en 2023 à 4,58 % en 2024. Ainsi, l'encours du crédit à l'investissement des entreprises se contracte de 4,3 % sur l'année.

## 5 - Solde d'opinion concernant les prévisions d'investissements



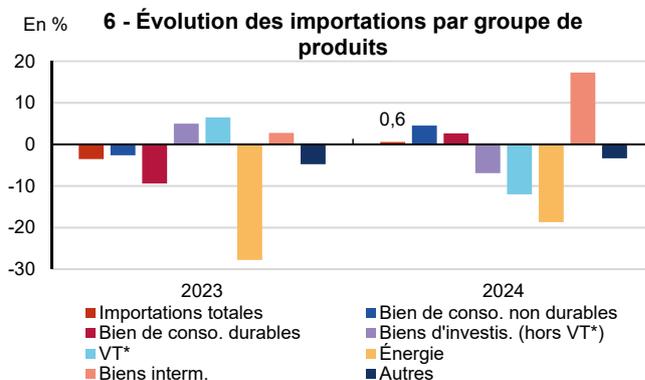
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

S'agissant des ménages, l'investissement résidentiel atteint un bas de cycle en 2024, avec une baisse estimée de la production de crédits hypothécaires de 45 %. Le nombre de ventes immobilières dans l'ancien baisse de nouveau de 15,5 %, après -15,3 % en 2023.

Enfin, l'investissement public s'inscrit en retrait en 2024. Plusieurs projets structurants, comme la nouvelle aérogare bioclimatique de l'aéroport, le dock flottant au Grand Port maritime, mais également des travaux de rénovation de plusieurs lycées de l'île, se sont achevés. Dans le même temps, le démarrage des nouveaux projets a pris du retard.

## Une très faible hausse des importations qui masque de fortes fluctuations

Les importations progressent légèrement de 0,6 % sur un an (-3,5 % en 2023), en lien avec une demande intérieure affaiblie (*graphique 6*). Cette « presque » stabilité cache néanmoins de fortes différences entre les produits importés, dont certaines liées à la décarbonation du mix électrique. Les importations de biocarburants (colza) et de pellets de bois (+17,3 % à eux deux sur un an) se substituent ainsi aux importations d'énergies fossiles (-18,7 % en 2024, après -27,8 % en 2023).



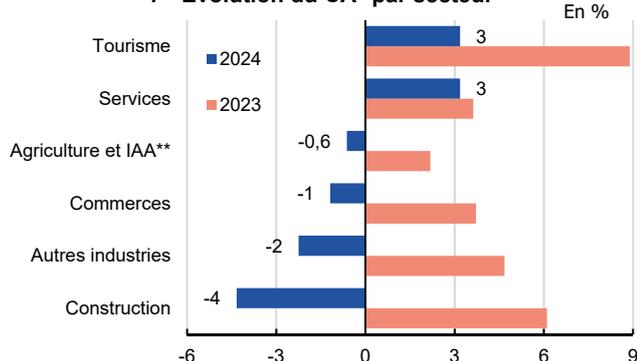
VT: véhicules de tourisme  
Source : Douanes

Les exportations s'inscrivent quant à elles en hausse modérée de 3,2 % en valeur. Celle-ci provient notamment d'un rebond des exportations de sucre de 44 % (+36 % en volume) et d'une hausse de 10 % des exportations de légumineuses.

## Une performance commerciale en retrait pour tous les secteurs

En 2024, les estimations de chiffres d'affaires (CA) des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture sont en retrait par rapport à 2023 pour tous les secteurs (*graphique 7*). Quatre secteurs voient leur CA baisser. Le secteur de la construction enregistre la baisse de CA la plus importante : -4 %. Suivent les secteurs de l'industrie manufacturière (-2 %), du commerce (-1 %) et de l'agriculture et de l'agroalimentaire (-0,6 %).

### 7 - Evolution du CA\* par secteur



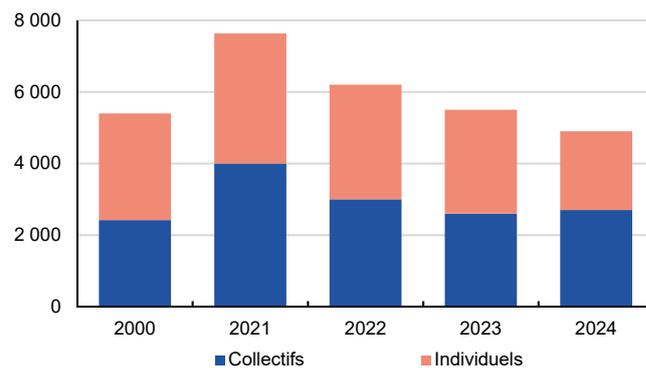
\* Chiffre d'affaires ; \*\* industries agroalimentaires  
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Le tourisme et les services marchands demeurent les secteurs dont l'activité commerciale apparaît comme la plus dynamique. L'estimation de leur CA est en hausse de 3 % en moyenne. Ces hausses sont néanmoins plus faibles que l'année précédente, notamment dans le tourisme.

## Une année difficile pour la construction

Le secteur de la construction enregistre une année 2024 difficile. Les chefs d'entreprise interrogés déclarent une baisse de 4 % de leur CA en moyenne.

### 8 - Mises en chantier par type de logement



Source : Deal Réunion © IEDOM

La construction de logements s'inscrit de nouveau en repli : les mises en chantier diminuent de 9,3 % en 2024, après -12,9 % en 2023 (*graphique 8*). Cette contraction provient principalement des chantiers de logements individuels, dont le nombre chute de 24 %, alors que les chantiers de logements collectifs (immeubles, résidences) progressent de 4 % et restent relativement stables depuis 2021. Le volume d'affaires ne devrait pas se redresser à court terme, le nombre de permis de construire reculant de 16,3 %.

L'activité dans le secteur des travaux publics est également mal orientée, avec des dépenses en investissement des principaux maîtres d'ouvrage publics en baisse. Rare signe positif, le prix des matériaux de construction mesuré par l'index général du bâtiment et des travaux publics de la CerBTP n'augmente que de 1,2 % en moyenne en 2024, après deux années de hausses exceptionnelles (+3,8 % en 2023 et +14,8 % en 2022).

### Situation mitigée dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire

Les chefs d'entreprise du secteur de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire interrogés dans l'enquête de conjoncture déclarent une baisse de 0,6 % de leur CA en 2024. Ce léger repli masque cependant des situations contrastées. La campagne cannière 2024 est très mauvaise. Les volumes de cannes manipulées chutent de 20,8 % par rapport à 2023 et d'un tiers par rapport à la moyenne décennale.

L'activité dans la filière pêche est mieux orientée. Les exportations de légines sont en hausse de 10 %. L'activité de la filière de l'élevage s'inscrit également en hausse. Les volumes d'abattages de volailles progressent de 15,5 % (après +6,9 % en 2023) et ceux de porcins se redressent (+0,7 %), après une année 2023 en retrait (-11,7 %).

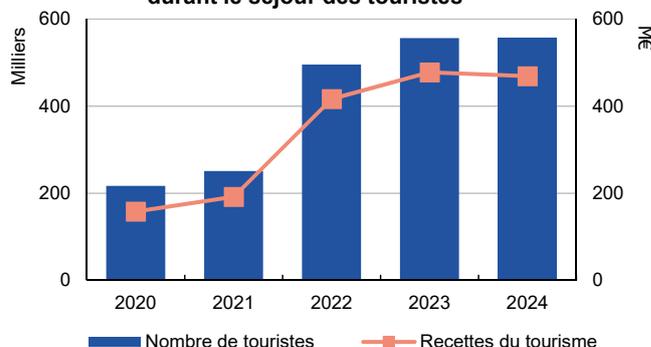
### Tourisme et services marchands : le ciel s'assombrit ?

Le CA des secteurs du tourisme et des services marchands continue de progresser (+3 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023. S'agissant du secteur des services marchands, les chefs d'entreprise sont pessimistes. Ils jugent

plutôt défavorables les évolutions de leur activité, de leur carnet de commandes et de leur trésorerie. Malgré des succès notables, tels que l'inauguration d'un premier datacenter sur le territoire, le volume d'affaires reste peu dynamique.

Dans le secteur du tourisme, l'activité semble avoir atteint une vitesse de croisière. La Réunion accueille un peu plus de 556 000 touristes extérieurs en 2024, soit +0,4 % en un an (*graphique 9*). Les recettes du tourisme extérieur baissent néanmoins légèrement de 1,9 % par rapport à 2023 et s'élèvent à 468,8 millions d'euros.

9 - Fréquentation touristique et dépenses durant le séjour des touristes



Source: IRT-MTA

La fréquentation des hôtels de l'île est stable : -0,7 % en termes de nombre de nuitées. Dans ce secteur, les capacités augmentent avec l'ouverture de plusieurs nouveaux établissements au cours de l'année et de nombreux projets en phase de financement.

## L'activité bancaire ralentit avec l'économie du territoire

### Ralentissement des encours de crédits

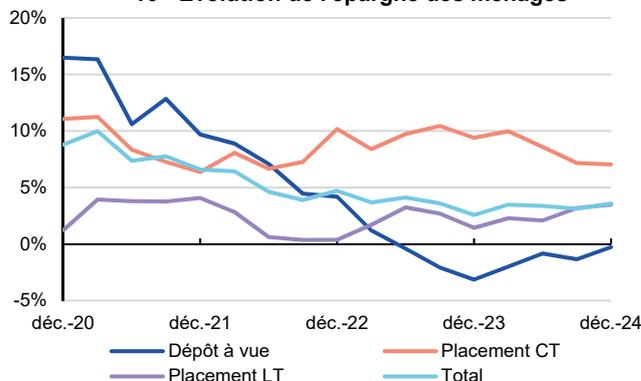
À fin décembre 2024, la progression de l'encours sain des crédits à l'économie réunionnaise octroyés par les établissements financiers, qu'ils soient ou non installés localement, ralentit à +0,9 %, après +1,9 % en 2023 et +3,5 % en 2022. Ce ralentissement résulte principalement de l'atonie de l'activité économique et de la faiblesse de la demande qui en résulte. Il stagne pour les établissements locaux (-0,2 %, soit 72 % de l'encours sain total). La hausse des taux d'intérêt de la banque centrale débutée mi-2022 continue par ailleurs à se transmettre au coût du crédit au premier semestre. Pour les crédits d'équipement des entreprises, le taux hors assurance et frais annexes a augmenté de 58 points de base (pdb) au premier semestre 2024 par rapport au second semestre 2023. Pour le crédit des ménages à l'habitat, ce taux a augmenté de 79 pdb. Cependant, la BCE initie une détente de ses taux directeurs depuis la mi-2024, faisant passer le taux de refinancement de 4,25 % à mai 2024 à 3,15 % à décembre.

En conséquence, l'endettement bancaire des entreprises progresse légèrement de 0,9 % sur un an et celui des ménages progresse à un rythme proche de celui de 2023 (+2,8 % sur un an). L'encours des crédits aux collectivités locales baisse quant à lui de 1,0 %. Les statistiques monétaires montrent cependant une légère inflexion de cette tendance à partir de la mi-année : les crédits d'investissement aux entreprises augmentent de +3,2 % entre juin et décembre 2024 (contre +0,3 % sur le semestre précédent) et les crédits à la consommation des ménages augmentent de 2,9 % sur la même période (+2,0 % précédemment).

### Livrets et comptes à terme dynamiques

La normalisation de la politique monétaire a pour conséquence d'améliorer les rendements des placements sans risque (livrets A, comptes à terme, etc.) qui bénéficient des flux d'épargne des agents économiques réunionnais. Ceux-ci progressent de 3,3 % sur un an à fin décembre 2024, contre +1,7 % en 2023 et +1,8 % en 2022. Cet accroissement provient en grande partie de la hausse de 10,7 % des placements à court terme, notamment les placements indexés sur les taux de marché qui bondissent de 30,5 %. À contrario, l'encours des dépôts à vue baisse de 2,1 %. L'épargne de long terme (dont l'assurance-vie) progresse quant à elle de 3,7 %.

10 - Evolution de l'épargne des ménages



Sources : IEDOM ; Banque de France (ruba)

S'agissant des ménages, l'épargne bancaire des Réunionnais augmente de 3,6 %, soit un rythme supérieur à celui de l'année précédente (+2,6 % en 2022, *graphique 10*). Ils arbitrent leur épargne en faveur des placements de court terme (+7,0 %), au détriment de leurs dépôts à vue (-0,3 %) et, dans une moindre mesure, de leur épargne de long terme (+3,5 %). Les entreprises réalisent les mêmes types d'arbitrage, mais de manière plus marquée : +15,3 % pour les placements de court terme et -4,9 % sur les dépôts à vue.

## Un risque bancaire en hausse

Les difficultés financières rencontrées par les ménages et les entreprises engendrent une hausse des risques bancaires. Les créances douteuses (c'est-à-dire lorsqu'un risque de non-remboursement de la créance est identifié) augmentent de 22,7 % sur un an. Ils représentent désormais 3,8 % du total des encours fin 2024 contre 3,1 % en 2023. Le taux de provisionnement, lui, passe de 35,8 % à 29,8 % en 2024.

## Alors qu'un cycle se termine, un autre débute dans un climat incertain

2024 est bien une année charnière entre deux cycles. Elle se caractérise par un nouveau ralentissement de l'activité, où l'inflation de début d'année, les incertitudes politiques et dans une moindre mesure le coût élevé de la ressource bancaire ont presque éteint les moteurs de la croissance que sont la consommation privée et l'investissement. Le secteur public a toutefois continué à jouer son rôle d'amortisseur économique, comme le montrent les créations nettes d'emploi.

L'impact de cet amortisseur devrait néanmoins diminuer en 2025. La consolidation budgétaire au niveau national devrait peser sur le niveau de la dépense publique locale, à commencer par la diminution du nombre de contrats aidés (PEC) consécutive à la réforme de leur financement. Le passage du cyclone Garance sur le territoire de La Réunion devrait également, dans l'attente du déblocage des ressources financières privées ou publiques destinées aux réparations des dommages, laisser des traces dans les comptes des entreprises comme des particuliers. Il devrait également augmenter

temporairement le prix des denrées alimentaires fraîches et diminuer le bénéfice de la baisse de l'inflation.

S'il est difficile d'en mesurer encore l'impact, l'épidémie de Chikungunya qui sévit sur le territoire et qui toucherait au premier trimestre de 2025 déjà plus de 100 000 personnes pourrait peser sur le niveau d'activité.

Dans ce contexte, le rééquilibrage de la production du territoire dépendra de la capacité de ses acteurs économiques à consommer et investir de nouveau, en tirant bénéfice de la baisse de l'inflation d'une part, et de la baisse du coût du crédit d'autre part. Il dépendra également de l'impact sur l'économie de La Réunion des décisions de politique économique nationales, européennes et internationales qui, dans les premiers mois de 2025, ont encore contribué à accroître les incertitudes sur la conduite des affaires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : D. Perrain